Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article317

Le Conseil GÃ©nÃ©ral de Guadeloupe : Absence de projet politique et gestion catastrophique !

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 27 novembre 2005

Mis Ã jour le : jeudi 5 juin 2008

UGTG.org

[UTED - UGTG {JPEG}]

La catastrophe est imminente ! !

MalgrÃ© les multiples interventions des organisations syndicales et du personnel (vÅ"ux du prÃ©sident), les conditions de travail continuent de se dÃ©grader.

Le Personnel, dÃ©sabusÃ©, ne se sent plus Ã©coutÃ© de leur direction, et le malaise est grandissant.

Il manque de tout et quand les demandes sont honorÃ©es, elles sont les plus souvent incomplÃ¨tes :

âEuros¢ absence de climatisation ;

âEuros¢ les sanitaires dÃ©fectueux ;

âEuros¢ les vÃ©hicules de services sont transformÃ©s en vÃ©hicules de fonctions ;

âEuros¢ des bÃ¢timents vÃ©tustes non contrÃ´lÃ©s ;

âEuros¢ des vÃ©hicules souvent en panne, sans contrÃ´les techniques, sans assurance.

En rÃ©alitÃ©, il nâEuros"existe pas de rÃ©elle volontÃ© de fÃ©dÃ©rer les Ã©nergies.

Pourquoi ?

[-] un service de bÃ¢timents avec des agents du Conseil GÃ©nÃ©ral ;

[-] un service technique avec les agents du Conseil GÃ©nÃ©ral ;

[-] un autre service technique avec des agents de la DASD ;

[-] un SOLGE pour les commandes ;

[-] des services gÃ©nÃ©raux Ã la DASD ;

[-] des services gÃ©nÃ©raux au Conseil GÃ©nÃ©ral.

Une telle dilution ne peut favoriser une bonne organisation des services.

De surcroÃ®t, une politique de recrutement rÃ©gionalisÃ© vient gangrÃ©ner la vie de la collectivitÃ©

dÃ©partementale.

En effet, lâEuros"exÃ©cutif dÃ©partemental recrute sans une Ã©tude prÃ©alable et sans tenir compte de la Commission AdâEuros"hoc (AmÃ©nagement du Temps de Travail). Il est proposÃ© aux cadres du personnel dont ils ne savent quâEuros"en faire, ceux-ci sont Ã©tonnÃ©s de nâEuros"Ãªtre consultÃ©s Ã aucun moment.

Dans le mÃªme temps, la situation des C.E.C., employÃ©s depuis plusieurs annÃ©es sur des postes Ã temps complet, nâEuros"est pas consolidÃ©e.

CâEuros"est dans ce contexte de dÃ©sordre gÃ©nÃ©ral que la collectivitÃ© compte accueillir de nouveaux agents, suite Ã lâEuros"acte II de la dÃ©centralisation.

[Konsey jÃ©nÃ©ral pa dwÃ¨t on kazino {JPEG}]**Les lois des 9 et 13 aoÃ »t 2004 (Acte II dÃ©centralisation) portant sur les responsabilitÃ©s relatives dâEuros"une part Ã la santÃ© publique et dâEuros"autre part aux libertÃ©s et responsabilitÃ©s locales, prÃ©voient un nouveau redÃ©ploiement des compÃ©tences entre lâEuros"Etat et les CollectivitÃ©s Locales.**

Certaines compÃ©tences de santÃ© (cancer, vaccinations, lÃ¨pre, Sida, tuberculoseâEuros¦) jusque lÃ assurÃ©es par le DÃ©partement sont confiÃ©es Ã lâEuros"Etat. DâEuros"autres (lutte antivectorielle, moustique), relevant de lâEuros"Etat sont retournÃ©es au DÃ©partement, y compris la gestion des routes dÃ©partementales.

Toutes ces dispositions doivent Ãªtre effectives au 1er janvier 2006.

Les mois se sont Ã©coulÃ©s, sans que ni lâEuros"Etat, ni le DÃ©partement ne prennent les dispositions sÃ©rieuses qui sâEuros"imposent pour organiser ces transferts.

Aucune Ã©valuation chiffrÃ©e de ces transferts de compÃ©tences nâEuros"a Ã©tÃ© effectuÃ©e.

âEuros¢ Que vont devenir les personnels dÃ©partementaux chargÃ©s de mettre en Å"uvre les politiques de santÃ© (infirmiÃ¨res, secrÃ©tairesâEuros¦) ?

âEuros¢ Quel intÃ©rÃªt est portÃ© aux effets de ces changements sur la santÃ© de la population (maintien de la couverture vaccinale, dÃ©pistage SIDAâEuros¦) les dispensaires vont-ils disparaÃ®tre ?

âEuros¢ Comment le DÃ©partement compte-t-il mettre en place les nouvelles compÃ©tences : gestion, exploitation, entretien et suivi des travaux des routes, lutte antivectorielle ?

âEuros¢ Comment pense-t-il organiser ces nouveaux services et intÃ©grer dans la collectivitÃ© dÃ©partementale les agents venant de lâEuros"Etat ?

Autant de questions capitales qui ne semblent pas prÃ©occuper les Ã©lus, les institutions publiques qui, en fin dâEuros"annÃ©e et dans la prÃ©cipitation la plus totale, cherchent Ã trouver des solutions.

Les Ã©lus ne sâEuros"inquiÃ¨tent pas non plus des nouvelles orientations donnÃ©es par le PrÃ©fet aux Administrations de lâEuros"Etat en Guadeloupe.

LâEuros"Intersyndicale qualifie cette attitude de dÃ©sinvolte et dâEuros"intolÃ©rable. Il est inadmissible que les agents, les intÃ©rÃªts du peuple guadeloupÃ©en soient traitÃ©s ainsi de la sorte.

TRAVAYÃÆ, AN NOU DOUBOUT POU RESPÃÆ Ã0 DIGNITÃ0 A PÃÆP GWADLOUP !

P-Ã -P, le 28/11/05

Les Organisations Syndicales

CGTG.DDE âEuros" CGTG DEPARTEMENT, CGTG DSDS, CTU REGION, UGTG REGION, UGTG DEPARTEMENT, UGTG DSDS, FO DDE - CGT

Creative Commons by-nc-nd 2.0 - UGTG.org - UTED - UGTG